

"LE MÊME FLUX D'IMMIGRÉS QUE PENDANT LES TRENTE GLORIEUSES"

Marianne : Officiellement, 200 000 personnes environ s'installent en France chaque année, un niveau faible en comparaison d'autres pays développés, comme l'Allemagne. Vous affirmez que cette présentation masque à la fois l'importance relative de l'immigration par rapport à la population totale et les changements dans sa composition.

Michèle Tribalat : Je n'affirme rien de tel. Le flux d'immigration dépasse 200 000 seulement depuis 2002 (voir la série 1994-2008 établie par Xavier Thierry à l'Ined). Je critique l'usage du solde migratoire pour définir le régime migratoire de la France. Ce solde est le résidu de l'équation démographique de l'année : + 39 000 en 2010 (Insee). Il n'est pas mesuré, comme dans d'autres pays, à partir d'un enregistrement des entrées (que l'on connaît très imparfaitement) et des sorties du territoire (que l'on ne connaît pas). Dans mon livre, je montre que ce solde global, à supposer qu'il soit correctement estimé, fait la moyenne entre un solde migratoire positif des immigrés et un solde migratoire négatif des natifs. J'explique aussi qu'il faut distinguer deux arguments : celui qui suppose que nous sommes historiquement dans un régime migratoire de basse intensité et celui qui nous situe par rapport à nos voisins. En termes relatifs, l'accroissement de la proportion d'immigrés dans les années 2000 est comparable à celui observé pendant les Trente Glorieuses, même si les flux ont été moins intenses qu'au Royaume-Uni, par exemple. La définition de l'immigration en Allemagne n'a rien à voir avec celle de la France. Les chiffres ne sont pas directement comparables.

La démographe regrette la mort du modèle français d'assimilation, le plus à même, selon elle, de protéger la cohésion sociale. PAR MICHÈLE TRIBALAT



jean-paul guilletteau / express-rea

MICHÈLE TRIBALAT est démographe. Dernier ouvrage paru : "Assimilation. La fin du modèle français", éd. du Toucan, 2013.

Dans vos travaux, vous accusez les dirigeants français de masquer la croissance de la population pratiquant l'islam, qui provoquerait le rejet des Français sécularisés, mais, en Suisse, le parti UDC a réussi à imposer une votation contre « l'immigration de masse », alors que celle-là provient des pays limitrophes : Allemagne, Italie, France, Portugal ?

M.T. : Je n'accuse personne. Je critique les évaluations « au doigt mouillé » de la population musulmane qui ont, au contraire, eu tendance à la surestimer. Cela fait des années que l'on répète que nous avons entre 5 et 6 millions de musulmans, sans aucun début de justification statistique. J'ai estimé à 4,2 millions le nombre de musulmans en 2008. En 2014, on doit être proche des 5 millions annoncés depuis si longtemps. Dans mon livre, je donne mes sources et ma

méthode d'estimation. Quant à la Suisse, elle a connu ces dernières années des flux massifs de citoyens de l'UE. De 2002 à 2012, leur population a gagné 342 000 personnes, l'équivalent en France d'un accroissement de 2,7 millions. Une majorité de Suisses trouve que cela fait beaucoup trop. C'est un petit pays qui n'ambitionne pas de devenir aussi peuplé que les Pays-Bas ou la Belgique.

Vous ne croyez pas à l'« intégration » des immigrés et soutenez le retour au modèle assimilationniste. Mais le problème n'est-il pas qu'on a entassé les pauvres avec les pauvres, et la condition première ne serait-elle pas de casser ces ghettos sociaux ?

M.T. : Je ne prône pas le retour au modèle d'assimilation. J'en déclare, au contraire, le décès. Je montre que les conditions de fonctionnement de ce modèle ne sont plus réunies. Je pense, avec Paul Collier [*Exodus. How Migration Is Changing Our World, Oxford University Press*], que ce modèle est pourtant éthiquement défendable et a plutôt des effets positifs sur la confiance et la cohésion sociale, et donc sur le consentement à la redistribution. Contrairement au multiculturalisme, ce modèle n'attribue pas aux minorités des cultures particulières qu'il faudrait à tout prix préserver. L'abandon du modèle d'assimilation conduit à un séparatisme beaucoup plus grand. Les « ghettos » dont vous parlez ne sont pas fabriqués seulement d'en haut mais tiennent aussi à la mobilité des individus qui s'évitent ou se regroupent en fonction de leurs affinités et de leurs moyens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HERVÉ NATHAN